

**Direction des Achats, de la Logistique
et du Biomédical**

Pouvoir adjudicateur :

CHU de BREST

2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

Procédure adaptée

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

CHU Brest – Site Cavale Blanche
Fourniture, installation et mise en service de 3 sauteuses à
gaz avec cuve basculante et avec dépose et enlèvement
des équipements existants

La procédure de consultation utilisée est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1^{er} avril 2019)

Rédacteur : Nicolas BESNAULT
Date : 29 juillet 2025
Référence : 2025DAL0095



SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	2
1.1 Désignation	2
1.2 Décomposition en lots	2
ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ	2
2.1 Procédure.....	2
2.2 Forme du marché	2
ARTICLE 3 – DUREE	2
3.1 Durée du marché	2
3.2 Délais d'exécution	3
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires.....	3
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION	3
5.1 Exécution	3
5.2 Livraisons	3
5.3 Opération, vérification, admission	4
ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT	5
6.1 Règlement des fournitures et prestations.....	5
6.2 Modalités de révision.....	5
6.3 Versement d'avance	5
6.4 Conditions de règlement.....	6
6.5 Dématérialisation des factures	6
ARTICLE 7 – PENALITES	7
7.1 Pénalités de retard de livraison	7
7.2 Dépassement du délai d'intervention	7
7.3 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail	8
ARTICLE 8 – RESILIATION	8
ARTICLE 9 – DIFFERENDS ET LITIGES	8
ARTICLE 10 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	9
ARTICLE 11 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	9

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1^{er} avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

ARTICLE 1 – OBJET

1.1 Désignation

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la prestation suivante :

Fourniture, installation et mise en service de 3 sauteuses à gaz avec cuve basculante et avec dépose et enlèvement des équipements existants

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest (CHU de Brest)
Site de La Cavale Blanche
Unité de Production Culinaire
Boulevard Tanguy Prigent
29200 BREST

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition en lots

La prestation est composée d'un lot unique

ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée, par application de l'article R2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Le marché revêt la forme d'un marché à prix forfaitaires et unitaires. Le candidat établira une décomposition des prix forfaitaires et unitaires telle que demandée dans le fichier BPU annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 – DUREE

3.1 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de réception de la notification, jusqu'à l'expiration du délai de la garantie.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté de résilier le marché à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution du marché. A défaut d'accord, le marché sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.2 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution démarre à compter de la date de notification du marché. Le délai de livraison et d'installation est celui proposé par le titulaire du marché dans son offre.

3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021 ;
- la réponse technique du titulaire.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire du marché ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

5.1 Exécution

L'exécution du marché s'opère dès réception de la notification du marché.

5.2 Livraisons

Les livraisons sont effectuées suivant les dispositions visées au CCTP et conformément aux modalités pratiques décrites ci-dessous.

Elles seront faites par les soins du titulaire, à ses frais et risques, franco de port et d'emballage.

Délais de livraison et de mise en service, conformément aux dispositions du CCTP :

Le candidat précisera dans son offre le délai de livraison et d'installation minimum qu'il propose. Le candidat devra retirer le matériel existant et procéder à sa reprise.

Le délai de livraison court à compter de la date d'émission de la notification du marché.

A défaut il sera fait application de l'article 7.1 du présent CCAP.

Le titulaire tiendra compte des différentes sujétions (passage de portes notamment) pour l'acheminement dans la salle destinataire du matériel.

IMPORTANT

En cas de **problème** concernant ces livraisons, le fournisseur s'engage à prévenir la Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical, **dès réception de la notification de marché.**

5.3 Opération, vérification, admission

La constatation de l'exécution des commandes et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du CCAG/FCS.

En cas de **litige**, le CHU de Brest se réserve le droit de faire procéder **à tout contrôle de la qualité.**

Les produits livrés qui ne seraient pas strictement identiques aux modèles proposés, qui, à l'usage, ne donneraient pas satisfaction ou qui ne seraient plus livrés selon les directives indiquées au CCTP, devront être repris ou échangés aux seuls frais du fournisseur.

L'admission a lieu à l'achèvement de l'ensemble des opérations de vérification et après obtention de résultats satisfaisants lors des essais. Eu égard au calendrier fixé, le fournisseur est chargé d'aviser l'acheteur de la date à laquelle ses prestations seront considérées comme achevées et totalement validées par l'organisme de contrôle. Le transfert de propriété ne pourra intervenir qu'après ces prestations totalement réalisées.

Vérification : elle aura lieu dans les locaux de l'acheteur, par les agents désignés à cet effet et sera qualitative et quantitative, conformément aux dispositions du CCTP.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS et conformément aux dispositions du CCTP, les opérations de vérification consisteront à :

- Vérifier que le matériel installé correspond à celui présenté dans l'offre,
- Vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble,
- Vérifier que les résultats spécifiés dans la fiche technique sont atteints par des essais de performance en présence du titulaire et d'un représentant de l'acheteur.

A l'issue de l'installation, le titulaire prend à sa charge la visite de conformité par un organisme agréé. La visite de conformité devra avoir lieu avant la signature du procès-verbal de réception définitive.

Ces opérations interviendront après 2 semaines de fonctionnement normal en continu. Elles feront l'objet d'un procès-verbal au vu duquel l'acheteur prendra, suivant les résultats obtenus, la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS.

Admission : l'admission sera prononcée par l'agent habilité au service. Elle est matérialisée par l'établissement d'un procès-verbal d'admission dressé par l'acheteur, conformément aux dispositions du CCTP.

L'admission aura pour effet :

- De transférer la propriété des installations au CHU de Brest
- De faire courir le délai de garantie du matériel
- D'autoriser le paiement

Le procès-verbal dressé par l'acheteur fait état, le cas échéant, des réserves motivées par des omissions ou imperfections et indique les modifications à réaliser.

Au vu du procès-verbal, l'acheteur décide si la réception est prononcée avec ou sans réserve.

Document à fournir au titre de l'exécution des prestations :

Le titulaire doit remettre les documents suivants en fin de prestation :

- Procès-verbal de mise en service
- Certificat de conformité des installations
- Descriptif des appareils installés ou fiche technique constructeur
- Descriptif des procédures d'entretien et instructions de bon fonctionnement

ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT

6.1 Règlement des fournitures et prestations

Les fournitures et prestations sont réglées sur la base des prix indiqués au bordereau de prix unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le marché sont établis en euros. Ils sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix seront établis en euros nets HT, franco de port et d'emballage.

6.2 Modalités de révision

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée du marché.

6.3 Versement d'avance

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant du marché est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il lui sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé conformément à l'article 11.1 /Option B du CCAG/FCS portant application de l'article R2191-7 Al. 3° du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

6.4 Conditions de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro de marché
- ◇ la date de la facture
- ◇ la désignation précise des fournitures livrées et des prestations fournies
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des fournitures et prestations
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées et aux prestations rendues.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures par le CHU de Brest.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Les factures ne doivent faire apparaître que les besoins relatifs à l'objet du marché. En aucun cas, le fournisseur ne doit faire apparaître dans la facture d'autres articles que le CHU de Brest pourrait être amené à lui commander.

Toute facture parvenue avant le procès-verbal d'admission des fournitures sera renvoyée au titulaire et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle facture.

6.5 Dématérialisation des factures

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a prévu une dématérialisation des demandes de paiement applicable depuis le 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1^{er} janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi désormais obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

Les factures afférentes au paiement devront être déposées sur CHORUS en utilisant les identifiants ci-dessous :

CHU de Brest	
Identifiant Structure	20002305900013
Service	DAL
Code service	IG
Engagement	OBLIGATOIRE

ARTICLE 7 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG /FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Toutes ces pénalités sont cumulables.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

7.1 Pénalités de retard de livraison

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de dépassement du temps d'installation, soit dès 8h00 le lundi matin, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500.00 euros HT par jour de retard. Toute journée entamée est due dans sa totalité.

7.2 Dépassement du délai d'intervention

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de dépassement du délai d'intervention pendant la durée de garantie, tel que précisé à l'article 6.2 du CCTP, le titulaire encourt les pénalités suivantes : 1

500 € HT par tranche de 24 heures indivisible de retard d'intervention (par tranche de 24H au-delà de la 1ère tranche)

7.3 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché.

ARTICLE 8 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG/FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier le marché pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du fournisseur** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- **cessation de fabrication ou commercialisation** de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical au moins deux mois à l'avance ;
- **non-respect de l'une des clauses du présent CCAP** et, particulièrement, celle de l'article 5 concernant les modalités d'exécution ;
- **pour suivre l'évolution des techniques** ;
- **pour homogénéiser ses méthodes de travail** (changement d'appareil, refonte du plateau technique...)
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire, le marché sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom du CHU de Brest sur les prix des livraisons non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

ATTENTION :

En cas de manquement du fournisseur titulaire du marché mettant le CHU de Brest dans l'obligation de faire appel à un autre fournisseur, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par le CHU de Brest de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du CCAG/FCS, le CHU de Brest se réserve la possibilité de faire exécuter la fourniture aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG/FCS).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée du CHU de Brest avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

ARTICLE 9 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG/FCS, au Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical ou son représentant.

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché, entre le titulaire du marché et l'acheteur, le CHU de Brest proposera au fournisseur de régler le litige à l'amiable.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

ARTICLE 10 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 5.3 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG /FCS

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG /FCS

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG /FCS

ARTICLE 11 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

La Trésorerie Principale de BREST CH est chargée du paiement des fournitures livrées et des prestations fournies dans le cadre du présent marché.